

Document

Le gouvernement économique de la zone euro enterré . (19.06)

LePoint.fr – 18.06

L'idée d'un gouvernement économique de la zone euro semble définitivement enterrée. À l'issue d'un sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UE à Bruxelles, le président de l'Union européenne, Herman Van Rompuy, a sèchement rejeté cette proposition de Nicolas Sarkozy, estimant qu'il ne fallait pas créer de "fractures" entre l'UE et l'Union monétaire. *"Il n'y a pas besoin de créer de nouvelles institutions, il s'agit de mieux travailler ensemble"*, a-t-il insisté. Les dirigeants de la zone euro pourront tenir des réunions *"si nécessaire et sous ma présidence"*, a-t-il expliqué, alors que la presse française a prêté à Nicolas Sarkozy l'ambition de diriger un tel forum.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, le Premier ministre britannique, David Cameron, et le chef du gouvernement polonais, Donald Tusk, ont aussi critiqué jeudi la proposition française. Pendant longtemps, Nicolas Sarkozy avait milité pour doter la zone euro d'un gouvernement économique qui lui soit propre, avec un président et un secrétariat en appui. Mais, confronté à l'opposition de l'Allemagne, le président français avait dû faire marche arrière dès lundi : le gouvernement économique européen concernera les 27 pays de l'UE. La chancelière allemande, Angela Merkel, l'a clairement répété jeudi à Bruxelles : *"Il est clair pour tous que cela devrait et que cela doit se faire au niveau des 27 États membres de l'UE."*

"Gouvernance" ou "gouvernement" économique ?

Nicolas Sarkozy a tenté, jeudi, à l'issue du sommet, de faire contre mauvaise fortune bon coeur. *"L'Europe doit progresser étape par étape. J'observe que les mots de gouvernement économique ne sont plus des mots tabous, ce n'était pas le cas il y a quelques mois"*, a-t-il constaté. *"Je tiens tellement à l'idée de gouvernement économique que je suis prêt à convenir qu'un gouvernement économique à 27, c'est quelque chose qui est bien plus positif que la vague gouvernance économique dont on parlait"* auparavant, a-t-il ajouté. Le terme de "gouvernement" européen continue toutefois à susciter des craintes. La présidente lituanienne, Dalia Grybauskaitė, a ainsi estimé à Bruxelles qu'il fallait parler de "gouvernance économique" et non de "gouvernement économique" : *"Cela fait une énorme différence."*